

Vœu proposé par l'exécutif d'Est Ensemble

Présenté par Gérard COSME, Président

Les élus d'Est Ensemble mobilisés pour la défense de la politique de la ville

C'est par surprise que nous apprenons au cours de l'été que notre territoire, comme toute la Seine Saint Denis, sont touchés dès l'année en cours par d'importantes réductions de crédits dans le cadre de la programmation 2017 de la politique de la ville. A l'échelle de notre territoire, ce ne sont pas moins de 28 actions concernées pour un montant total de 105 387€.

Elus des villes et du territoire d'Est Ensemble, nous regrettons vivement ces décisions qui nous semblent particulièrement désastreuses tant dans leur esprit général que dans leur déclinaison sur notre territoire. La politique de la ville constitue un levier d'actions essentiel de réduction des inégalités dans les quartiers qui concentrent les fragilités économiques et sociales les plus aigües, grâce à l'intervention coordonnée des pouvoirs publics. Si, comme responsables locaux, nous sommes, au quotidien, attentifs à une gestion efficace des deniers publics, réduire le soutien aux quartiers les plus en difficultés constitue un message extrêmement négatif adressé par le Gouvernement à nos concitoyens qui en ont le plus besoin. Inutile de préciser combien notre territoire, avec 19 quartiers ciblés par la politique de la ville, un niveau de pauvreté avoisinant 30% et un taux de chômage proche de 20%, est préoccupé et mobilisé sur ces enjeux.

Les nombreux projets engagés constituent l'indispensable volet humain, éducatif et citoyen des opérations de renouvellement urbain de nos quartiers ; la réduction significative et impromptue des crédits d'Etat de 15% à 50%, en cours d'année, fait sérieusement craindre pour leur pérennité. Elle constitue un facteur de déstabilisation, voire de fragilisation, des structures notamment associatives, si précieuses pour la vitalité du territoire. Nous nous interrogeons par ailleurs sur les modalités de sélection des actions impactées, dont certaines remplissent historiquement des missions de service public, avec l'appui des services de l'Etat, ou d'autres soutiennent la participation accrue des conseils citoyens à la politique de la ville.

A l'heure où les notions de confiance et de coopération entre l'Etat et les collectivités sont érigées en maîtres-mots, nous déplorons également l'absence totale de dialogue, ni même d'information préalable, tant avec les acteurs qu'avec les collectivités territoriales impliquées, à commencer par Est Ensemble, en charge de la coordination de la politique de la ville. Par essence partenariale, la politique de la ville doit continuer à se construire dans l'échange et le respect de chacun.

In fine, ce sont, comme toujours, nos collectivités locales, en responsabilité directe devant nos concitoyens, qui devront subir les conséquences négatives des décisions nationales, ici concernant la politique de la ville, là s'agissant de la disparition des emplois aidés, sans parler des nouvelles baisses de dotations aux collectivités à hauteur de 13 milliards d'euros.

Alors que se poursuivent en ce moment les réunions de préparation de la programmation 2018, le Conseil territorial d'Est Ensemble souhaite des éclaircissements quant au devenir de l'implication de l'Etat dans la politique de la ville et demande le retour aux engagements financiers initiaux pour l'année en cours.